

La N-VA a lancé la campagne électorale en Flandre

Zuhal Demir et Liesbeth Homans ont tenu des propos jugés «polarisants» sur les musulmans. En toile de fond, il y a la lutte entre la N-VA et le CD&V pour la suprématie politique en Flandre.

JEAN-PAUL BOMBAERTS

Les élections communales, c'est dans un an. C'est-à-dire demain. Ce qui explique une nervosité grandissante, singulièrement en Flandre où la N-VA teste les nerfs des autres partis. Quitte à mettre à mal la cohésion des gouvernements auxquels participent les nationalistes flamands, c'est-à-dire le Fédéral et la Région flamande.

Pour harceler l'ennemi, le parti de Bart De Wever peut compter sur des personnalités fortes: Theo Francken (secrétaire d'État à l'Asile et la Migration), Zuhal Demir (secrétaire d'État à l'Égalité des chances) et Liesbeth Homans (ministre flamande des Affaires intérieures).

Theo Francken a pris pour cible l'ONG Médecins sans Frontières, qualifiée de «trafiquants d'êtres humains» pour ses opérations de sauvetage de migrants en Méditerranée. Il s'est fait promptement recadrer par le Premier ministre Charles Michel.

Zuhal Demir, elle, s'en est prise directement au CD&V, accusé de vouloir plaire à l'électorat musulman. Dans le journal De Zondag, la secrétaire d'État a traité les chrétiens-démocrates de nouveau «parti

musulman», «prêt à tout» pour récolter des voix. Et la secrétaire d'État de citer la présence au premier rang de l'échevin CD&V Ali Caglar lors du meeting d'Erdogan à Hasselt l'an dernier. Ou encore le refus du député Veli Yüksel de reconnaître le génocide arménien. Nouveau recadrage de la part de Charles Michel, tandis que le président du CD&V, Wouter Beke, a exigé des «excuses publiques» de la part de Zuhal Demir. Celle-ci a refusé de s'exécuter et considère que l'incident est «clos».

La Sûreté sort de sa réserve

Quand à Liesbeth Homans, elle a été sommée hier de venir s'expliquer devant le Parlement flamand. En cause, le retrait de permis pour une mosquée à Beringen (Limbourg). Un refus motivé par un rapport de la Sûreté de l'État qui épingle cette mosquée comme un organe de propagande du régime Erdogan. Le «hic», c'est que la Sûreté, dans une démarche rarissime, a infirmé avec force la thèse avancée par Homans. Le patron de la Sûreté, Jaak Raes, a été entendu hier à huis clos au Parlement flamand. La ministre, elle, s'est déclarée droit dans ses bottes. «Je dispose de tous les arguments pour justifier pourquoi j'ai, en tant que ministre, lancé cette procédure et pourquoi je la poursuivrai.»

De son côté, l'opposition socialiste ne s'est pas privée d'épingler l'attitude du Premier ministre

qu'elle assimile à de la «faiblesse». Le président du sp.a, John Crombez, a qualifié d'«andouilles» tant Charles Michel que le ministre-président flamand Geert Bourgeois pour ne pas avoir réussi à mater plus énergiquement les deux trublions de la N-VA. «La sémantique trumpiste ne sert personne», lui a rétorqué le chef de groupe MR à la Chambre, Denis Ducarme. L'ambiance quoi...

Lutte au sommet

Plus fondamentalement, ces passes d'armes entre la N-VA et le CD&V doivent être vues dans le contexte plus large de la lutte sans merci que se livrent depuis plusieurs années les deux formations pour la suprématie politique en Flandre. Si les nationalistes enregistrent des scores électoraux deux fois plus élevés que les chrétiens, ils ne disposent pas en revanche des mêmes relais au sein de la société civile. Le CD&V reste en effet solidement implanté dans le monde syndical (ACV et ACW), l'enseignement (réseau catholique) et les soins de santé (hôpitaux et mutuelles). Et le parti ne se prive pas d'utiliser ces relais pour titiller régulièrement la N-VA.

La campagne est donc bel et bien lancée et elle risque d'être longue...

«Je dispose de tous les arguments pour justifier pourquoi j'ai lancé cette procédure.»

LIESBETH HOMANS
MINISTRE FLAMANDE
DES AFFAIRES INTÉRIEURES